



Société Publique Locale Destination Les Sables d'Olonne

- Septembre 2023 -

**Désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un
commissaire aux comptes suppléant**

Marché de prestations intellectuelles

Cahier des clauses particulières (CCP)

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1. Objet du marché.....	4
1.2. Sous-traitance	4
1.3. Décomposition en tranches	4
1.4. Durée du marché.....	4
1.5. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	4
1.6. Réalisation de prestations similaires.....	4
1.7. Représentation des parties	5
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	5
3. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE	5
4. Présentation de la société	6
5. Documents à remettre	8
6. PRIX 9	
6.1. Mode d'établissement du prix du marché	9
6.2. Forme du prix	9
6.3. Contenu des prix.....	9
7. AVANCE – RETENUE DE GARANTIE	10
7.1. Avance	10
7.2. Retenue de garantie	10
8. REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE	10
8.1. Transmission des demandes de paiement.....	10
8.2. Modalités de règlement du prix.....	10
8.3. Demandes de paiement	10
8.4. Règlements en cas de cotraitants et/ou de sous-traitants ayant droit au paiement direct.....	11
8.5. Intérêts moratoires.....	11
9. DELAIS - PENALITES.....	11
9.1. Prime pour réalisation anticipée des prestations	12
9.2. Prolongation des délais d'exécution - Force majeure	12
10. UTILISATION DES RESULTATS	12
11. ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION	12
12. ACHEVEMENT DE LA MISSION	12

13. RESILIATION DU MARCHE.....	12
14. ASSURANCES	13
15. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	13
16. CLAUSES DE REEXAMEN.....	13
16.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution	13
16.2. Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution.....	14
16.3. Evolution de la réglementation	14
16.4. Evolution des missions de la SPL	14
17. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES.....	14
18. DEROGATIONS AU CCAG PI	15

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la désignation d'un commissaire aux comptes et d'un suppléant en application des dispositions du Code de commerce pour les exercices comptables 2023 à 2028.

Les missions du commissaire aux comptes sont définies aux articles L. 823-9 et suivants du Code de commerce.

Le marché n'est pas alloti.

1.2. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

En aucun cas le titulaire du marché ne pourra sous-traiter l'audit et la certification des comptes.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou main-levée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu de l'acheteur un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette caution emportera, dans les conditions définies à l'article 12.2 ci-dessous, résiliation du marché.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG PI. Notamment, l'acheteur notifiera, après signature, à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Les modalités de la cession des droits de propriété intellectuelle d'un sous-traitant à l'acheteur sont définies à l'article 9.4 "La cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance", ci-après.

1.3. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.4. Durée du marché

La durée du marché est de 6 ans et portera sur les exercices comptables 2023 à 2028 inclus.

1.5. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG PI.

1.6. Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence. Dans la mesure où la mise en concurrence du premier marché doit avoir pris en compte le montant total envisagé, le montant des marchés de prestations similaires ne pourra en aucun cas faire excéder un éventuel seuil de procédure, cela entraînerait de fait irrégularité du marché.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.7. Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG PI, dès la notification du marché, le titulaire et l'acheteur désignent une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation à l'acheteur ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Il est précisé qu'en application de la convention de mandat qui lie le mandataire à l'acheteur :

En aucun cas, le mandataire ne pourra agir en justice, tant en demande qu'en défense, pour le compte de la Collectivité mandante. Cette interdiction vise notamment les actions contractuelles, sauf en cas d'urgence, pour les actions conservatoires et interruptives de déchéance relatives aux missions confiées.

La délégation ne fait pas obstacle au droit pour le mandant d'agir lui-même, tant en demande qu'en défense.

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles particulières et leur ordre de priorité sont les suivants :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes
- Le CCP applicable au présent marché

Le CCAG applicable au marché est le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 - publié au JO du 1er avril 2021), dans sa version en vigueur à la signature du présent marché.

- Le mémoire technique fourni par le titulaire
- Les actes de sous-traitance éventuels

3. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, l'acheteur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- ☐ Profil d'acheteur : www.marches-securises.fr
- ☐ Remise contre récépissé daté, en complément de l'article 3.1 du CCAG PI
- ☐ Echanges dématérialisés dans les conditions suivantes : courrier électronique

L'acte d'engagement précise l'adresse du titulaire pour les notifications dématérialisées.

- ☐ Lettre recommandée avec accusé de réception postal
- ☐ Envoi postal simple

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social.

4. PRESENTATION DE LA SOCIETE

Présentation et champs d'intervention de la SPL

La Société Publique Locale Destination Les Sables d'Olonne a été créée à l'initiative des collectivités locales de l'Agglomération des Sables d'Olonne, auxquelles s'est adjoint en 2019 la Commune de La Tranche sur Mer. La SPL intervient pour le compte exclusif de ses actionnaires.

<i>Actionnaires</i>	<i>Capital détenu</i>
• Les Sables d'Olonne Agglomération	214 900 € soit 95,51 %
• La Commune des Sables d'Olonne	8 000 € soit 3,56 %
• La Commune de Sainte Foy	500 € soit 0,22 %
• La Commune de Vairé	500 € soit 0,22 %
• La Commune de St Mathurin	500 € soit 0,22 %
• La Commune d'Ile d'Olonne	500 € soit 0,22 %
• La Commune de La Tranche sur Mer	100 € soit 0,05 %

Depuis sa création, la SPL a adapté l'Office de Tourisme communautaire des Sables d'Olonne Agglomération aux exigences de la réorganisation territoriale de l'Agglomération et, d'autre part, assuré par délégation de la Ville des Sables d'Olonne la gestion et la commercialisation du Centre de Congrès Les Atlantes.

La SPL est directement intéressée aux projets touristiques, culturels, événementiels et sportifs des Sables d'Olonne Agglomération et apporte son expertise à différents projets développés.

A ce titre, la SPL est un outil communautaire qui a vocation à étendre son champ de compétences pour s'investir de façon encore plus concrète au bénéfice des projets structurants et d'aménagement de ses collectivités actionnaires.

En décembre 2022, un nouvel objet social a été approuvé par l'Assemblée Générale Extraordinaire afin d'étendre les missions de la SPL à des projets d'aménagement territorial et d'équipements structurants, complétant ainsi le champ d'action de la société dans le développement territorial des collectivités actionnaires.

En parallèle de ces modifications, il a été créé un Groupement d'Employeur (GE des EPL des Sables d'Olonne) permettant un portage salarial mutualisé avec l'ensemble des entreprises publiques locales sablaises (SEM Les Sables d'Olonne Développement, SEM Port Olona).

Les activités de la SPL

Depuis le 1^{er} janvier 2023, la société peut intervenir dans les domaines d'activités suivants :

- L'aménagement et la construction via des contrats de mandat, d'assistance à maîtrise d'ouvrage, ... ;
- Le tourisme via l'Office de Tourisme de l'Agglomération des Sables d'Olonne ;
- L'exploitation, la gestion et la commercialisation d'équipements touristiques, culturels, de loisirs et d'infrastructures (au 1^{er} janvier 2023, la SPL exploite et commercialise uniquement le Centre des Congrès Les Atlantes).

L'ensemble de ces missions est régi par des conventions et des contrats liant la SPL à un ou plusieurs de ses actionnaires. Ces contrats précisent le périmètre d'intervention de la SPL ainsi que les contreparties financières attribuées à la société pour mener à bien ces missions.

Sur les exercices 2023 à 2028, la SPL prévoit l'accroissement des missions portées pour le compte de ses actionnaires notamment dans les domaines de :

- l'aménagement/construction : nouveaux contrats de mandats et/ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage ;
- l'exploitation, la gestion et la commercialisation d'équipements :
 - dans le domaine culturel et sportif avec l'ouverture en 2025 des Sables d'Olonne Arena ;
 - dans le domaine de la mobilité avec l'ouverture des plusieurs parcs de stationnement ;

- dans le domaine des loisirs (Villa Charlotte, Pavillon Nicolas LE FLOCH, ...).

Cette liste n'est pas exhaustive.

Pour mener à bien ses missions, la SPL emploie 38 salariés permanents sous contrat avec elle ou mis à disposition via le Groupement d'employeurs des EPL des Sables d'Olonne ou encore par Les Sables d'Olonne Agglomération.

L'élargissement des missions de la SPL aura, entre autre, pour conséquence l'accroissement des ressources humaines de la société ainsi que de son poids financier.

Principaux indicateurs comptables de la SPL depuis 2017

Chiffre d'Affaires (CA)	Office de Tourisme	Centre de Congrès Les Atlantes
2017	209 594	88 920
2018	183 715	596 221
2019	197 362	516 529
2020	88 202	216 101
2021	134 052	312 526
2022	272 266	749 314

MARGE BRUTE GLOBALE (CA - sous-traitance)	Office de Tourisme	Centre de Congrès Les Atlantes
2017	209 594	78 789
2018	180 394	464 327
2019	193 147	448 560
2020	32 671	180 413
2021	71 322	233 086
2022	253 399	544 997

Subventions	Office de Tourisme	Centre de Congrès Les Atlantes
2017	1 322 000	165 667
2018	1 520 000	333 791
2019	1 450 000	321 914
2020	1 720 000	312 586
2021	1 520 000	281 622
2022	1 520 000	331 622

Achats et charges externes	Office de Tourisme	Centre de Congrès Les Atlantes
2017	541 061	127 098
2018	589 416	308 319
2019	605 303	361 834
2020	806 624	314 431
2021	661 981	311 000
2022	740 329	462 487

Salaires et charges	Office de Tourisme	Centre de Congrès Les Atlantes
2017	885 387	203 941
2018	912 186	443 614
2019	882 736	438 581
2020	710 881	309 631
2021	796 494	367 735
2022	1 021 015	475 671

Résultats de l'exercice	Office de Tourisme	Centre de Congrès Les Atlantes	TOTAL SPL
2017	90	- 12 823	- 12 733
2018	74 810	72 086	146 896
2019	37 712	32 628	70 340
2020	94 706	- 59 981	34 725
2021	14 813	- 13 583	1 230
2022	- 81 481	- 25 810	- 107 291

5. DOCUMENTS A REMETTRE

Les documents à remettre par le titulaire au cours de l'exécution du marché sont remis sur le ou les supports suivants :

- ☐ Support dématérialisé :
 - ☐ transmis par la voie électronique :
 - à l'adresse e-mail qui sera communiquée au titulaire à la notification du marché.
 - ☐ transmis sur support physique électronique (clé usb, ...)
- ☐ Support papier

- Pour satisfaire à cette obligation tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants (texte à adapter selon les circonstances) :
 - standard .zip
 - Adobe® Acrobat® .pdf
 - Rich Text Format .rtf
 - docx ou .xlsx ou .pptx
 - le cas échéant, le format DWF
 - ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif
- Le titulaire est invité à :
 - ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
 - ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
 - traiter les fichiers constitutifs de ses études par un anti-virus.
- En cas de difficulté de récupération ou détection de virus, le titulaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre au pouvoir adjudicateur, l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de 8 jours.

6.1. Mode d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'acte d'engagement.

6.2. Forme du prix

☐ **Le présent marché est passé à prix révisable.**

Son montant sera révisé selon la formule :

$$P = 0,15 + 0,85 \times \frac{I_m}{I_o}$$

dans laquelle I_m et I_o sont les valeurs prises par l'index SYNTEC respectivement au mois m d'exécution des prestations et au mois Mo d'établissement des prix du marché.

Le mois Mo est défini à l'acte d'engagement.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Si la durée d'exécution de l'élément de mission est supérieure à un mois, la valeur des index utilisés pour la révision de prix est appréciée à la date à laquelle chaque partie de l'élément de mission est effectivement réalisée sans toutefois être postérieure à la date contractuelle de réalisation.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Lorsqu'une révision ou une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune actualisation ou révision avant l'actualisation ou la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

6.3. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA, sauf mention dans l'acte d'engagement, et sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles pour l'exécution des prestations, objet du marché, notamment, réunions techniques, visites, comités de pilotage.

En complément de l'article **10.1.3 du CCAG PI**, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

- Les prestations seront réglées par application du montant global et forfaitaire, au prorata de l'avancement des prestations.

Le prix du marché inclut la rémunération forfaitaire du titulaire au titre de la cession des droits de propriété intellectuelle, correspondant à 10% du prix du marché hors taxe.

7. AVANCE – RETENUE DE GARANTIE

7.1. Avance

Il n'est pas prévu le versement d'une avance

7.2. Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

8. REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

8.1. Transmission des demandes de paiement

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par voie postale à l'adresse suivante :

SPL Destination les Sables d'Olonne

1 promenade Wilson

85100 Les Sables d'Olonne

8.2. Modalités de règlement du prix

Le règlement du prix s'effectue en une seule fois après réalisation des prestations et décision de réception dans les conditions de l'article 11.7 du CCAG PI.

8.3. Demandes de paiement

La demande de paiement d'acompte est établie, conformément à l'article 11.3 du CCAG PI, par le titulaire.

Elle indique les prestations effectuées donnant droit à paiement.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG PI, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- les références du marché ;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et diminué des réfections le cas échéant, ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- l'application de l'actualisation ou de la révision de prix ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- la retenue de garantie, établie conformément aux stipulations du marché ;
- les pénalités éventuelles pour retard ;
- les avances à rembourser ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

8.4. Règlements en cas de cotraitants et/ou de sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

En complément de l'article 11.3.1 du CCAG PI, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par l'acheteur sur la base de l'acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le titulaire.

En l'absence de notification à l'acheteur par le titulaire, dans les 15 jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaire, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, l'acheteur procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

8.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels et du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, l'acheteur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

9. DELAIS - PENALITES

Il sera fait application des dispositions de l'article 14 du CCAG PI dans les conditions suivantes.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités seront appliquées de plein droit après constatation du retard sans mise en œuvre du principe du contradictoire prévu.

Le montant total des pénalités n'est pas plafonné, par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par l'acheteur.

9.1. Prime pour réalisation anticipée des prestations

Sans objet.

9.2. Prolongation des délais d'exécution - Force majeure

Lorsqu'un cas de force majeure empêche l'exécution du marché, le titulaire devra justifier de l'impossibilité temporaire ou définitive pour lui, de poursuivre l'exécution du marché en conséquence de l'évènement qu'il qualifie de cas de force majeure.

Le cas de force majeure permet au titulaire de ne pas être sanctionné au titre de la non-exécution du marché (prolongation des délais, non application des pénalités de retard). Il ne donne droit à aucune indemnisation.

10. UTILISATION DES RESULTATS

Il sera fait application du Chapitre 6 du CCAG PI.

11. ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

Dans la mesure où des parties techniques ou des tranches sont prévues dans l'acte d'engagement et ce conformément à l'article 22 du CCAG PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune de ces parties techniques sans indemnité.

Par dérogation à l'article 22 du CCAG PI, dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'une partie technique est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché. Dans les autres cas, l'arrêt emporte résiliation du marché. La décision prise précise si l'arrêt est temporaire ou définitif.

12. ACHEVEMENT DE LA MISSION

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de l'acheteur, dans les conditions de l'article 29 du CCAG PI, constatant que le titulaire a rempli ses obligations, dans un délai de deux mois à compter de la demande du titulaire. L'absence de décision dans ce délai vaut réception des prestations.

13. RESILIATION DU MARCHE

- En cas de résiliation pour faute il sera fait application des articles 39 et 27 du CCAG PI avec les précisions suivantes :
- L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG PI. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et **par dérogation à l'article 41.5 du CCAG PI**, la notification du décompte de résiliation par l'acheteur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- **Par dérogation et en complément des articles 39 et 41.3 du CCAG PI**, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 10%.
- **En complément à l'article 39 du CCAG PI**, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

14. ASSURANCES

Le titulaire doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution de ses prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quel que titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à raison des dommages de toute nature causés au tiers, y compris la maîtrise d'ouvrage. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du contrat.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses sous-traitants la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

Il s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

15. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

La loi française est seule applicable au présent marché.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relatif au présent marché doit être rédigé en langue française.

16. CLAUSES DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

16.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou de l'acheteur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement

- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire dans les conditions fixées à l'article 3.5.4 du CCAG PI.

Dans le cas d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire, si le nouveau mandataire désigné en vertu de l'alinéa précédent refuse d'assumer la solidarité, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité :

- soit d'accepter que le mandataire ne soit pas solidaire ;
- soit de prononcer la résiliation sans faute de la totalité du marché, mais sans indemnité.

16.2. Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, par dérogation à l'article 3.5 du CCAG PI.

16.3. Evolution de la réglementation

Le présent article s'applique, en complément des articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG PI, en cas d'évolution, en cours d'exécution du marché, de la législation et/ou de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail et/ou sur la protection de l'environnement.

Les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur au titulaire afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Le titulaire n'aura droit à être rémunéré pour la mise en œuvre des mesures demandées (ou à être indemnisé pour les préjudices qu'il a subis en raison de la mise en œuvre des mesures demandées) **qu'à la condition qu'il établisse que l'économie du marché se trouve (ou s'est trouvée) bouleversée, le seuil du bouleversement étant fixé à 1/16^e du montant du marché**, tel qu'il résulte, s'il y a lieu, du dernier avenant intervenu.

En ce cas, l'acheteur **prendra en charge à hauteur de 90%** les dépenses supplémentaires et indemnités dûment justifiées par le titulaire.

16.4. Evolution des missions de la SPL

Les missions de la SPL sont susceptibles d'évoluer au cours de la période 2023/2028.

Il est à prévoir l'exploitation et la gestion d'équipements culturels, de loisirs et d'infrastructures, impactant significativement le suivi et les résultats comptables de la société.

Ces éléments pourraient avoir un impact sur la rémunération du commissaire aux comptes.

Ces modifications seront de ce fait fondées sur l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique.

17. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique et à l'article 43 du CCAG PI, selon la nature du contrat en cause.

En cas d'échec de règlement du litige :

Les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du Tribunal judiciaire de Rennes.

18. DEROGATIONS AU CCAG PI

Articles du CCAG PI auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	2
11.7	7.3.3
14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3	8
28.4	8.1.1
14.1	8.1.2
35.2	9.1
22	10
28.2 et 28.5	11.1
28.2	11.2
40 et 41.2.2.4	12.1
39, 41.3 et 41.5	12.2
3.5	15.2